



ONEA: Ziga II ou la fin programmée des pénuries d'eau. Page 6

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°213 du samedi 19 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 14.
- **Activités du gouvernement.** P.7.

RECHERCHE

**Forum national de la recherche scientifique et technologique:
La 11ème édition débute ce samedi 19
novembre à Ouagadougou**

P.2

Région du Centre



Bréhima Diawara, Directeur Général, de l'ANVAR

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Célébration des 10 ans de l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya

Les 03 et 04 décembre 2016





Forum national de la recherche scientifique et technologique: La 11^{ème} édition débute le samedi 19 novembre à Ouagadougou



Les organisateurs du FRSIT face à la presse.

La 11^{ème} édition du Forum national de la recherche scientifique et technologique (FRSIT), se tiendra du 19 au 26 novembre 2016. A trois jours de l'évènement, les organisateurs ont rencontré les hommes de médias pour faire le point des préparatifs ainsi que le déroulement des activités.

« Adaptation et résilience au changement climatique : place et rôle

de la science de la technologie et de l'innovation », c'est sous ce thème que se tient cette 11^{ème} édition du FRSIT. Durant une semaine, les chercheurs vont présenter les différents résultats de recherche et envisager des moyens pour leurs vulgarisations.

C'est le site du FESPACO qui servira de cadre pour la tenue de certaines activités du FRSIT. Selon Bréhima Diawara, Directeur Général de L'agence nationale de la valorisation des résultats de recherche (ANVAR),

cette 11^{ème} édition du Forum national de la recherche scientifique et technologique sera marquée par des activités scientifiques et des échanges. Ainsi, quatre tables rondes portant sur le changement climatique seront animées par des scientifiques, des partenaires techniques et financiers ainsi que les organismes internationaux.

Trois ministères à savoir celui de l'environnement, de l'agriculture, et de l'eau vont animer des conférences. Les

La suite à la page 3.



RECHERCHE

La suite de la page 2.

étudiants doctorants quant à eux vont bénéficier des espaces scientifiques. Une place leurs sera offerte afin qu'ils

produits. L'espace documentation mettra à la disposition des jeunes, élèves, lycéens, étudiants et le public

Autre espace que l'on peut trouver sur le site du FESPACO est celui du programme produit. Cet espace permettra aux exposants de montrer le déroulé de certaines filières-produits, de la production aux produit finaux. Il s'agira des produits tels que le fonio, le maïs, le moringa, l'oignon. L'espace exposition sera ouvert au grand public tous les jours.

A cette 11^{ème} édition du Forum national de la recherche scientifique et technologique (FRSIT), il est attendu la participation des chefs traditionnels, des autorités communales afin qu'ils puissent constater les résultats de recherche et d'innovations qui sont disponibles pour le développement économique et social du pays.

Le FRSIT à en croire Bréhima Diawara, est un outil et un cadre d'échange et de concertation mis à la disposition des chercheurs, enseignants chercheurs, des inventeurs et innovateurs, et des acteurs du secteur privé.



Marie-Thérèse Arcens SOME, DG du FRSIT.

puissent présenter leurs résultats de recherche à travers des posters.

L'une des innovations majeures à cette édition du FRSIT est l'organisation des espaces sur le site du FESPACO. Au nombre de sept, ces espaces permettront d'exposer divers

de la documentation provenant des structures partenaires sur le thème du changement climatique. L'espace élèves, lycéens à pur but de développer chez les jeunes le désir de comprendre et de faire de la recherche pour le développement.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI



La presse mobilisée.



Produits de grande consommation :

Le sucre fait des mécontents

Région des Hauts Bassins



Les responsables de la SOSUCO rassurent.

Les citoyens de Bobo – Dioulasso connaissent depuis quelques jours une situation assez désagréable : la hausse brutale du prix du sucre. Les nombreuses justifications des commerçants ont amené

les structures avisées à réagir. Un point de presse a été animé le lundi 14 novembre 2016 pour éclairer et rassurer les populations.

Les produits de grande consommation

font parfois l'objet d'exagération de la part des commerçants sur leurs prix. Parmi ces derniers, le sucre. La consommation annuelle de 120 000 tonnes de sucre au Burkina Faso atteste la nécessité de ce produit. Cependant, les consommateurs de la ville de Bobo – Dioulasso ont vu le

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4



La presse suivant avec attention les conférenciers du jour..

prix du kilogramme de sucre granulé « grimper » brusquement, allant de 600 à 750 francs. Le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes Abdoulaye Coulibaly explique que contrairement à ce que disent les commerçants (ils disent que la hausse des prix est due à la hausse des taxes douanières), la hausse des prix du sucre est due à une pénurie. En effet, la nationale du sucre (SN SOSUCO) ne produit que 35 000 à 40 000 tonnes de sucre par an, ce qui est largement en deçà de

la consommation annuelle qui est de 120 000 tonnes.

Le ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat prend donc des dispositions pour combler le déficit à travers l'importation. Pourtant, on assiste à une pénurie générale de sucre. Même le Brésil (plus grand exportateur de sucre au monde) connaît un déficit dans sa production. Le marché global du sucre vit actuellement une crise qui se répercute sur le prix du sucre importé

dans la ville de Bobo-Dioulasso. Pour résoudre la situation qui est plus critique à Bobo – Dioulasso que dans les autres villes du pays, le directeur général de la SN SOSUCO Mouctar Koné rassure que la campagne 2016-2017 a déjà démarré et les premiers stocks seront disponibles d'ici deux semaines.

A.B. Nicole OUEDRAOGO pour SCI



ONEA:

Ziga II ou la fin programmée des pénuries d'eau

Région du Centre



Valentin Sirima, Directeur de l'Approvisionnement en Eau Potable(AEP) de Ouagadougou (au milieu).

Initié en décembre 2015, le projet Ziga II actuellement en travaux est aux dires des responsables très avancé. De quoi mettre fin à la pénurie en eau dans la ville de Ouagadougou.

La métropole Ouagalaise enregistre une pénurie de 25000 m³ par jour. Ce qui occasionne des coupures souvent très longues dans certaines zones. C'est pour résoudre ce problème que le projet Ziga II a été mis sur pied en décembre 2015. Lequel projet a vocation à desservir la ville de Ouagadougou à partir de mars 2017 jusqu'en 2030.

Ménages supplémentaires. Selon le Directeur de l'Approvisionnement en Eau potable, Valentin Sirima, le projet a été exécuté à hauteur de 70%. Les travaux qui sont en cours vont permettre l'augmentation de la production et le transfert de celle-ci dans les sites de Ziga jusqu'à Ouagadougou. *À terme le projet a pour but non seulement de satisfaire la demande des ménages déjà accordés mais aussi de permettre à des personnes qui jusque-là ne disposaient d'eau potable, de bénéficier enfin d'un branchement.*

pas sans conséquences explique le Directeur. « *La poursuite des travaux va occasionner des arrêts de fonctionnements pour permettre que les nouvelles connexions soient accordées aux anciennes. Ce qui va entraîner des interruptions de la fourniture d'eau sur le réseau.* » Par ailleurs, l'exécution du projet implique des travaux de grande envergure comme les tranchées qui sont souvent très profondes. D'où l'appel à la vigilance à l'endroit des populations.

Soumana Loura pour SCI

Vigilance. Tous ces travaux ne vont



L'épouse du Président du Faso aux côtés des enfants et des adolescents



La Première dame aux côtés des enfants.

L'épouse du Président du Faso, Madame Sika KABORE a présidé dans la matinée du jeudi 17 novembre 2016, la cérémonie d'ouverture de la 2ème édition du Salon international de l'enfant et de l'adolescent (SINEA).

Placé sous le thème « Protection de l'enfant et bonne gouvernance : Enjeux et défis », ce salon offre un cadre d'échanges et de débats autour de l'enfance et de l'adolescence, donnant ainsi la possibilité aux familles et aux autres acteurs de s'informer,

de partager des expériences et d'être orientés en cas de besoins.

Les différents intervenants ont dans leurs allocutions salué la tenue de ce salon car réunissant en un même lieu, pendant quatre jours,

La suite à la page 8.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.



Coupure de ruban.

les acteurs du domaine autour des questions actuelles et pertinentes. Madame Sika KABORE s'est félicitée de l'importance du thème de cette 2ème édition du SINEA car « traditionnellement a-t-elle dit, lorsqu'on parle de bonne gouvernance, les esprits s'orientent vers des entités autres que la cellule familiale. Cependant, la vie de l'homme se conditionne essentiellement dans la famille parce que les enfants et les adolescents reproduisent au cours de leur vie, ce qu'ils ont vu et appris auprès de leurs géniteurs, dans leur environnement ». L'épouse du chef de l'Etat a de ce fait, interpellé les parents à pleinement jouer leur rôle de principaux éducateurs : « J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours de Madame la ministre de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille et je suis navrée d'apprendre que 86 % des violences faites aux enfants se passent en famille. Et cela, consciemment ou inconsciemment parce que tous les parents ne savent pas que parfois ils violentent les

enfants et c'est vraiment dommage ». Pour plus d'efficacité et pour le bien-être des enfants et des adolescents,



Prestation théâtrale des enfants.

la Première Dame a invité les parents à faire si possible appel à des compétences extérieures : « J'aimerais lancer un appel aux parents pour

qu'ils se rapprochent des éducateurs pour savoir comment se comporter vis-à-vis des enfants afin de mieux les comprendre. Cela est très important. Il faut peut-être que les parents avec les associations de parents d'élèves se retrouvent pour parler des enfants et des difficultés qu'ils ont. C'est également un autre cadre au sein duquel les parents apprendront à mieux partager avec leurs enfants et leurs permettre de s'épanouir pleinement ».

Pour terminer, l'épouse du chef de l'Etat a indiqué que « la famille est le socle de la société et il est très important que la cellule de base que représente la famille puisse constituer un modèle pour les enfants qui constituent la base de notre société pour un avenir radieux et harmonieux ». Le Salon international de l'enfant et de l'adolescent est organisé par l'Association pour le bien-être des enfants et des adolescents d'Afrique dont l'objectif est la promotion des droits de l'enfant dans un environnement favorable leur permettant de s'épanouir et devenir

des adultes accomplis.

La Direction de la Communication de la



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Message du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale des toilettes, édition 2016

Le Burkina Faso, à l'instar des autres membres de la communauté internationale, commémore le 19 Novembre de chaque année, la Journée Mondiale des toilettes. Cette année, la célébration a lieu dans un contexte particulier aussi bien au plan national qu'international. En effet, en décembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les objectifs de développement durable (ODD) à la suite des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) arrivés à terme en fin 2015. Au niveau national, grâce à la mobilisation et au plaidoyer des acteurs du secteur, le Conseil National de Transition (CNT) a adopté le 05 Novembre 2015, la loi portant droit d'accès à l'eau et l'assainissement. Cet acte fort du législateur marque la volonté du Burkina Faso de créer les conditions favorables à la réalisation de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030.

L'analyse actuelle des performances du sous-secteur de l'assainissement des eaux usées et excréta montre des faibles taux d'accès tant en milieu urbain (34,2%) qu'en milieu rural (12%) en 2015. Ces chiffres comparés aux résultats de l'enquête nationale sur l'assainissement réalisée en 2010 qui avait révélé que 6 ménages sur 10 utilisaient la nature comme lieu de défécation traduisent, malgré leur faiblesse, les efforts consentis par l'Etat et les populations, avec le



Image d'archives.

soutien des partenaires techniques et financiers, le secteur privé et la société civile tout au long de la mise en œuvre du programme national d'approvisionnement en eau potable et assainissement. Ils sont également révélateurs de l'immensité de la tâche

qui nous reste à accomplir car plus de 2/3 de la population burkinabè n'a toujours pas accès à des latrines adéquates ou ont recours à la nature pour déféquer.

Les principaux défis du sous-secteur

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

de l'assainissement sont liés à (i) la question du cadre institutionnel visant à inciter les populations à prendre en charge la construction de leurs propres ouvrages tout en respectant les normes technologiques édictées par l'autorité en charge de l'assainissement; (ii) la problématique du transfert des compétences et des ressources pour accompagner les communes en matière de maîtrise d'ouvrage; (iii) la mobilisation et le déploiement des ressources humaines, techniques et logistiques nécessaires à l'exercice de la mission de régulation, d'appui et de contrôle au niveau central et déconcentré ; (iv) la question de la mise en œuvre des campagnes d'éducation et de communication pour le changement de comportements parallèlement à la mise en place des technologies d'assainissement.

Pour répondre à ces nombreux défis, le sous-secteur de l'assainissement se doit d'opérer un certain nombre de mutations tenant compte des aspirations profondes du peuple burkinabè, veillant particulièrement à prendre en compte, les préoccupations des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, au regard de l'ampleur de la pauvreté au plan national et particulièrement en milieu rural. Le droit d'accès universel

à l'assainissement sur la base de l'approche fondée sur les droits humains doit être une réalité pour tous les burkinabè, sans exclusion.

Pour relever le défi du droit d'accès universel à l'assainissement d'ici à 2030, le programme national d'assainissement des eaux usées et excréta s'est fondé sur des principes d'implication et de participation active de toutes les couches de la population par des approches innovantes et communautaires.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a adopté au titre de la période 2016-2020, le « Plan national de développement économique et social (PNDES) », qui constitue le nouveau référentiel de développement économique et social durable en conformité avec le Programme Présidentiel qui consacre une place de choix à la résolution des problèmes liés à l'assainissement.

Le thème de la journée mondiale de cette année « accès universel aux services durables d'assainissement : l'engagement communautaire, gage de réussite » a été retenu au Burkina Faso afin de souligner le caractère important et impératif du pilotage des actions d'assainissement par la

communauté elle-même. Cette vision du sous-secteur garantira la pérennité des acquis de l'assainissement.

A toutes ces personnes qui s'activent sans relâche pour assurer le développement du sous-secteur de l'assainissement, je voudrais au nom du Gouvernement, vous exprimer toute ma reconnaissance ainsi que celle de la nation toute entière. Certes les défis sont énormes et les moyens financiers limités, mais le Burkina Faso dispose de ressources humaines qualifiées dont le professionnalisme et l'engagement nous permettront de cheminer progressivement vers un accès universel à l'assainissement.

Enfin, je renouvelle ma gratitude aux partenaires techniques et financiers aux ONG aux associations et à tous les acteurs du secteur pour leurs soutiens permanents apportés à divers niveaux au sous-secteur de l'assainissement.

A toutes et à tous, je souhaite une bonne commémoration de la Journée mondiale des toilettes 2016.»

Niouga Ambroise OUEDRAOGO

Chevalier de l'ordre du mérite

AGENDA



BURKINA FASO

Du 28 au 29 novembre 2016

**10ème atelier de formation
en Assurance Qualité de
l'enseignement supérieur**



Régulation du secteur de l'électricité de l'espace CEDEAO :

Ouagadougou pour réfléchir aux opportunités de la mise en place d'un marché régional

Après le Ghana en 2010, la Côte d'Ivoire en 2011, le Sénégal en 2012 et la Gambie en 2013, le Burkina Faso accueille ce mercredi 16 novembre 2016, le 5ème forum de la régulation régionale de l'électricité de l'espace CEDEAO. Placée sous le thème « Mettre en place le marché régional de l'électricité de la CEDEAO : opportunités et défis », ce forum constitue un cadre d'échanges et de partage d'expériences entre représentants des ministères en charge de l'énergie et des finances, autorités de régulation nationales des sociétés d'électricité, parlementaires, universitaires, chercheurs, responsables d'associations de consommateurs et des organisations de la société civile, responsables de banques et institutions financières régionales et internationales ainsi que des partenaires au développement.

Dans un contexte de relance et de dynamisation de notre environnement socioéconomique, la rencontre de Ouagadougou offre l'opportunité de jeter un regard sur la régulation du secteur de l'électricité, notamment ses raisons d'être, ses atouts et ses enjeux.

De la nécessité de réguler

La question de savoir pourquoi il faut réguler s'est souvent posée et continuera peut-être de se poser encore pendant longtemps, et cela en raison de la nouveauté de la fonction émergente de réguler, surtout dans ce contexte où nos Etats, pendant longtemps, comme dans tant d'autres secteurs, n'ont connu qu'une présence



sans partage d'opérateurs uniques sur l'ensemble de la chaîne des valeurs du secteur de l'électricité.

C'est au regard des limites de ces modes de gestion, voire de gouvernance, que les Chefs d'Etat de la CEDEAO ont entrepris, après le début des années 2000, de procéder à l'ouverture du marché à d'autres acteurs. Une ouverture qui a eu pour conséquence l'instauration désormais d'une concurrence en leur sein. D'où la nécessité de réguler la chaîne des activités du secteur.

Ce processus a abouti à la mise en place, en janvier 2008, de l'Autorité de Régulation Régionale du secteur de l'Electricité de la CEDEAO (ARREC), dont le siège est à Accra. L'ARREC a pour mission d'assurer la régulation des échanges transfrontaliers d'électricité et d'apporter un appui conséquent aux régulateurs nationaux du secteur de l'électricité des Etats membres.

C'est en 2007 que le Burkina Faso a procédé, au niveau national, à la réforme du secteur à travers l'adoption de la loi n°027-2007/

AN du 20 novembre 2007 portant réglementation générale du sous-secteur de l'électricité. Cette réforme visait, entre autres, à promouvoir l'efficacité et la qualité du service offert aux usagers dont l'accès est désormais plus ouvert aux populations rurales en vue de réduire la pauvreté.

En 2012, la loi n°053-2012/ AN du 17 décembre 2012 a été adoptée en remplacement de la loi 027. Cette nouvelle loi crée, en son article 14 l'Autorité de régulation du sous-secteur de l'électricité (ARSE) ». Et que « L'Autorité de régulation du sous-secteur de l'électricité, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion.

L'ARSE est chargée de réguler les activités de production, d'exploitation, de transport, de distribution, d'importation, d'exportation et de vente de l'électricité sur toute l'étendue du territoire national. A ce titre, elle a des missions générales et des missions spécifiques.

Des missions de l'ARSE

De manière générale, l'ARSE a pour missions de veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires régissant le sous-secteur de l'électricité dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires. Elle veille également :

- à protéger les intérêts des consommateurs et des opérateurs, en prenant toute mesure propre à garantir l'exercice d'une concurrence saine et loyale dans le sous-secteur ;
- à promouvoir le développement efficace du sous-secteur en veillant

La suite à la page 12.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11.



Régulation du secteur de l'électricité de l'espace CEDEAO .

particulièrement à l'équilibre économique et financier et à la préservation des conditions économiques nécessaires à sa viabilité ;

- à donner des avis conformes relatifs aux tarifs de l'électricité au gouvernement en vue d'assurer l'équilibre financier du sous-secteur ;
- à contrôler l'application des tarifs de l'électricité par les entités concernées ;
- à mettre en œuvre les mécanismes de consultation des consommateurs et des opérateurs ;
- à ordonner les mesures nécessaires pour assurer la continuité, la qualité et la sécurité du service public de l'électricité ;
- à veiller au respect des obligations d'information dans l'intérêt général du sous-secteur de l'électricité et dans

le respect du droit de la concurrence.

Les missions spécifiques sont d'ordre décisionnel d'une part et consultatif d'autre part. Les missions d'ordre décisionnel portent sur le contrôle de l'octroi et l'exécution des titres d'exploitation, le contrôle et le suivi de l'exécution des conventions, l'approbation et le contrôle de l'application des tarifs de l'électricité et le règlement des différends.

Quant aux missions d'ordre consultatif, elles ont trait à l'assistance à l'élaboration de la politique de développement du sous-secteur de l'électricité et à l'assistance à l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires du sous-secteur de l'électricité. L'ARSE est également dotée de larges pouvoirs d'enquête et d'investigation et de pouvoirs d'injonction et de sanction en cas de manquements des opérateurs à leurs obligations. Elle peut poser,

dans le cadre de ses attributions, tous les actes nécessaires pour assurer la protection et la défense des intérêts des consommateurs d'électricité.

Comme on le voit, la régulation constitue un enjeu pour le développement du secteur de l'électricité et la protection des intérêts des opérateurs et des consommateurs. Cette vision a, du reste, été matérialisée par le législateur à travers l'organisation de ses organes et surtout son instance délibérante qui est le Conseil de Régulation. Ce conseil comprend en son sein les représentants de SEM le Président du Faso, SEM le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Conseil Economique et Social, les associations représentatives du patronat et les associations représentatives des consommateurs.



ANNONCES



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UCAO)
ECOLE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE DE KAYA (ESPK)



À l'occasion de la clôture des activités de son

10^e
2006 - 2016 anniversaire

l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK) organise :

Samedi 03 décembre 2016

Journée Portes Ouvertes

Sous le parrainage de M^{me} le Gouverneur de la Région du Centre Nord

A partir de 8H30 :

▶ **- Panel sur la Thématique du Développement Durable.**

4 sous-thèmes seront abordés :

- ★ **L'économie verte,**
- ★ **Les énergies renouvelables,**
- ★ **La construction en matériaux locaux,**
- ★ **La gestion des ressources en eau.**

▶ **- Exposition de :**

Produits et Réalisations d'Entreprises : ZI MATERIAUX, SN MAVICO, LEGRAND, LNBTP, CARRURE, CCVA, BTI, YAM INTERNATIONAL, SAAT.

Mini projets des étudiants de l'ESPK : GC - GEII - GHR, FC/MGC

▶ **- Kermesse :**

Boissons, jus, plats de diverses cultures, Grillades, jeux divers.

A partir de 20H00 : Nuit culturelle

Dimanche 04 décembre 2016

▶ **- 9h30 : MESSE D'ACTION DE GRACES**

▶ **- 12h00 : KERMESSSE**

▶ **- 16h00 : MATCH DE FOOTBALL**

Remerciements : • Conférence Episcopale Burkina Niger • Catholic Relief Service • Caisse Nationale de Sécurité Sociale • Economat diocésain Kaya • OCADES Kaya • Radio Notre-Dame Kaya • Direction diocésaine de l'enseignement catholique Kaya • Banque Of Africa • Clinique Notre de la Paix



L'ESPK : l'excellence pour mieux servir !



 **Avis de recrutement**

**Poste : France – STAGE : Assistant(e)
) Support : Gestion Administrative,
Financière et Logistique Desk RDC,
Kenya et Somalie**

Description

SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI) est une association d'aide humanitaire internationale qui, depuis plus de 35 ans, porte secours aux populations victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles en répondant aux besoins vitaux, boire, manger, s'abriter. Particulièrement engagée dans le combat contre les maladies liées à l'eau insalubre, première cause de mortalité au monde, SI met en œuvre par ses interventions une expertise dans le domaine de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la promotion de l'hygiène mais également dans celui, essentiel, de la sécurité alimentaire et moyen d'existence. Présentes dans une vingtaine de pays environ, les équipes de SI – 2000 personnes au total composées d'expatriés, de staffs nationaux, de permanents au siège, de quelques bénévoles...- interviennent avec professionnalisme et engagement dans le respect des cultures.

Descriptif du Poste:

Chaque assistant(e) sera rattaché(e) au gestionnaire finance et au logisticien responsable des achats pour les missions, avec une répartition de temps d'environ 70% pour les tâches de gestion financière/comptabilité et 30% pour celles liées à la logistique:

Sous la supervision du gestionnaire finance et du logisticien achats missions, l'assistant(e) :

Comptabilité

Assiste le gestionnaire finance dans ses tâches comptables inhérentes aux missions

Vérifie les affectations analytiques et comptables des comptabilités des différentes missions

Vérifie les tableaux d'affectation des dépenses entre les différents bailleurs

de fonds

Appuie le coordinateur administratif et financier pour :- L'imputation analytique des factures payées par le siège pour le compte du terrain – L'imputation analytique des salaires/ indemnités, assurances, billets d'avion, notes de frais pour les expatriés

Participe au suivi des fonds propres et des coûts desk

Soutient la clôture annuelle comptable et/ou la clôture analytique semestrielle des missions

Utilise des logiciels comptables SAGA (Mission) et TOTEM (Siège)

Gestion

Soutient le terrain : gère au quotidien les besoins des administrateurs terrain

Participe à la vérification des suivis budgétaires des missions

Participe à la validation des budgets des propositions d'opérations soumis aux bailleurs de fonds

Participe à la validation des rapports financiers intermédiaires et finaux des programmes (document financier et partie narrative budgétaire) à soumettre aux bailleurs

Soutient à la préparation des audits financiers

Participe à la validation des prévisionnels de trésorerie

Participe aux différents chantiers en cours

Participe aux réunions hebdomadaires et mensuelles (Desk, Comptabilité, Logistique, Siège...)

Assure l'intérim lors de l'absence du gestionnaire finance

Logistique

Examine les documents pour les dossiers d'achats réalisés sur le terrain ou au siège (bon de commande, cotations, analyse de cotations, contrat, ...) et leur adéquation avec les procédures de

Solidarités International

Archive les dossiers traités en version informatique et papier.

Participe à la constitution des documents logistiques des rapports finaux pour les bailleurs de fonds (vérification de la présence des équipements dans l'état de parc, préparation des annexes équipements, vérification de la conformité avec les procédures bailleurs, etc.).

Participe au traitement du Pack logistique mensuel (état de parc, suivi carburant, suivi BCI, etc.).

Apports du stage :

Découvrir le fonctionnement du siège d'une ONG ainsi que les relations entre le siège et le terrain.

Découvrir les différents métiers de Solidarités International sur le terrain.

Avoir une première approche du fonctionnement d'une mission et des contraintes spécifiques.

Connaître le fonctionnement administratif, financier et logistique d'une mission Solidarités International, en vue de partir en tant qu'administrateur ou logisticien sur le terrain.

Connaître les exigences des bailleurs de fonds.

Perfectionnement d'Excel et maîtrise des logiciels Saga et Totem.

Etre en contact direct avec le terrain via les expatriés.

Profil :

Niveau Bac + 4/5 avec une composante en gestion (Master, Ecoles de Commerce) et de préférence une sensibilisation à l'international et l'humanitaire

Maîtrise des logiciels bureautiques les plus courants, bonne connaissance d'Excel

Bonne maîtrise de l'anglais

Autonomie et rigueur

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14

Capacité de travail en équipe

CONTEXTE

Les tâches à effectuer sont transversales et nécessitent donc autonomie, rigueur et polyvalence. Une connaissance, ou du moins un souhait de comprendre le milieu humanitaire et ses contraintes est indispensable.

Les tâches décrites dans cette annonce sont susceptibles d'évoluer en fonction des chantiers en cours au siège et en fonction des besoins.

SOLIDARITES INTERNATIONAL s'engage à offrir au stagiaire une variété de tâches ainsi qu'une formation interne de préparation au départ lui permettant de renforcer utilement sa formation/son expérience en vue d'un engagement humanitaire futur. Ce stage constitue une opportunité de comprendre en profondeur le fonctionnement d'une

ONG humanitaire, ses contraintes et les différentes approches.

Durée:

6 mois avec un démarrage en octobre 2016.

Les entretiens et les tests techniques se feront au siège à Clichy en septembre.

Statut:

Stagiaire avec convention de stage OBLIGATOIRE. Gratification légale de 554.40 € pour 154 heures de présence (pour 22 jours de 7 heures/jour).

Transport en commun pris en charge à 50% par SOLIDARITES INTERNATIONAL

Tickets restaurant à 7 € / jour effectif de stage, avec participation de SOLIDARITES INTERNATIONAL à 60 %.

Contact:

Adressez vos candidatures (CV+LM) par e-mail : JSand@solidarites.org

Fonctions Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Organisation, Administration, Technicien spécialiste

Activités : Autre, Economie, Finance, Administration, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines

Pays : Europe, France

Contrat Stage

Email de la personne contact JSand@solidarites.org

Date de fin de validité : 30/11/2016



Avis de recrutement

Poste : Stage – Assistant (H/F) collecte de fonds en face à face

Description

Médecins Sans Frontières (MSF) est une association médicale humanitaire internationale, créée en 1971 qui vient en aide à des populations malades ou blessées dans le cadre de conflits armés, d'épidémies, de catastrophes naturelles ou du fait d'exclusion des soins.

Nous recherchons :

Stage – Assistant (H/F) collecte de fonds en face à face

Mission :

Au sein du département collecte de fonds privés (spécifiquement au sein du service face à face) et sous la responsabilité de la responsable du service Face à Face, il/elle aura pour mission d'appuyer les activités du service pour aider à la mise en œuvre de la stratégie de recrutement de nouveaux donateurs dans la rue.

Activités principales :

– Assurer la remontée des résultats des opérations de collecte de fonds de rue en lien avec les équipes de collecte de MSF (vérification des bulletins de soutien, traitements des anomalies, rappels des donateurs et saisie administrative des données)

– Accompagner la mise en place des nouveaux outils de recrutement de donateurs (tablettes numériques à disposition des équipes)

– Participer à la mise en place opérationnelle des campagnes de Face à Face (Demandes d'autorisations aux mairies et préfectures, suivi des autorisations, participation au groupe de travail inter-associatif)

– Assurer un retour qualité aux équipes terrains.

– Appuyer la chargée de logistique Face à Face pour la mise en place logistique des missions terrain.

– Améliorer / développer les outils d'animation et d'information des équipes (Groupe Facebook, newsletters...)

– Maintenir une veille sur les techniques de collecte de fonds innovantes en Face à Face.

Ville : Paris

Expériences / Formation du candidat

Profil et formation :

– Formation Bac + 3 et plus : marketing /communication /commerce/ Sciences Politiques.

– Forte sensibilité à la mission de Médecins sans frontières.

Compétences :

– Maîtrise du pack Office (Word, Excel, Power Point)

Qualité du candidat

Aptitudes :

La suite de la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

– Rigueur d'esprit et organisation
– Autonomie, polyvalence et esprit d'initiative
– Aisance relationnelle (contacts téléphoniques avec des donateurs de MSF) et rédactionnelle.

Fonctions : Autre
Activités : Santé
Pays : Europe, France
Contrat Stage
Durée du contrat
Poste à pourvoir :
Début janvier 2017 pour une durée de 6 mois – (janvier 2017 – juin 2017) à

temps plein (35 h)
Statut :
– Convention de stage tripartite obligatoire
– Poste basé à Paris 12eme (Gare de Lyon)
Salaire / Indemnité
Conditions de stage :
– Indemnité de stage : entre 653 et 950€ mensuel selon le niveau d'études.
– Frais de transport pris en charge à 50% sur justificatifs.
– Titres de restaurant d'une valeur faciale de 8,80€ pris en charge à 60%

par l'employeur.
Documents à envoyer
Merci de déposer votre candidature (lettre de motivation et CV) directement en ligne :
<http://www.msf.fr/recrutement/stage>
au plus tard le 23 novembre 2016
Seul(e)s les candidat(e)s dont les dossiers auront été retenus seront contacté(e)s.
Postuler en ligne : <http://www.msf.fr/recrutement/stage/stagiaire-f2f-h-f>
Date de fin de validité 23/11/2016



Avis de recrutement

Poste : Coordinateur – Guinée

Description

Contexte & Historique en Guinée:

L'Organisation Panafricaine de Lutte pour la Santé, ONG créée en 1988 intervient aujourd'hui en Côte d'Ivoire, au Togo, au Gabon et en République de Guinée dans le domaine de la Santé Maternelle et Infantile, de la Santé Communautaire et de la Prévention de la Transmission du VIH/SIDA de la Mère à l'Enfant.

Entre 2008 et 2010 : L'OPALS a développé un premier programme en Guinée avec la mise en place du Centre National de Référence en termes de PTME au CHU de Donka à Conakry.

Depuis 2011 : l'OPALS a développé un programme décentralisé sur la Préfecture de Kindia, visant le renforcement de la SMNI et de la PTME du VIH sur l'ensemble des 14 Centres de Santé Urbains et Ruraux de la Préfecture. Ce programme comporte différents volets : Réhabilitation / Equipement des Centres de Santé, formations et supervisions médicales, prévention et sensibilisation par des activités de santé communautaire, gestion des déchets

bio-médicaux, activités d'éducation à la santé (sensibilisation au paludisme en milieu scolaire).

Depuis Janvier 2016 : l'OPALS lance un nouveau projet visant « l'amélioration de la santé maternelle et infantile avec renforcement communautaire et mise à disposition d'une offre de soins de qualité dans la préfecture de Téliélé ». La Préfecture de Téliélé voisine de Kindia est particulièrement enclavée et l'accès aux services de santé primaire très faible. Ce programme est initialement prévu pour une durée de 3 ans, avec un budget initial de 1.5 millions d'euros.

Ces programmes bénéficient du soutien financier de : L'AFD, La Mairie de Paris, du fonds de Dotation Kindia + (Canal +), de la Croix Rouge Française, de l'Unicef, du PNUD, et du groupe Sucres et Denrées.

LE POSTE

Fonction :

Le coordinateur est le/la représentant(e) officiel(le) de l'OPALS en Guinée. Il/Elle est responsable du bon fonctionnement

de la mission. Il/Elle assure la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action.

Il/Elle contrôle et garantit que les projets se déroulent dans le respect des procédures internes et contractuelles. Il/Elle mobilise les moyens matériels et financiers nécessaires à la bonne conduite des programmes et en supervise la gestion avec le Responsable Administratif et Financier Régional. Il/Elle coordonne les équipes en place et est le garant de leur sécurité sur la mission. Il/Elle est l'interlocuteur direct et privilégié du siège et des partenaires institutionnels guinéens.

Principales Responsabilités :

Garant du développement stratégique des programmes

Planification et Coordination générale des activités

Management opérationnel de l'équipe

Supervision du suivi et de la qualité des activités mises en œuvre par les responsables nationaux

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16		
Représentation de l'OPALS auprès des bailleurs de fonds, des autorités locales et des partenaires	Un responsable logistique	management d'équipe
Recherche de financements	Un responsable médical	Autonomie, initiative, Capacité d'analyse et de synthèse
Communication Interne et Externe régulière	Un responsable communautaire	Aptitude à effectuer des missions fréquentes de supervision sur les différents sites d'intervention.
Il/Elle supervise en lien étroit avec le RAF – Responsable Administratif et Financier expatrié	Ville : Kindia	Très bonne capacité d'écoute et de compréhension
L'analyse budgétaire et la gestion financière	Expériences / Formation du candidat	Très bonne capacité rédactionnelle
La gestion des ressources logistiques et matérielles sur la mission	Formation Généraliste – Type Master dans le domaine Humanitaire / Gestion du cycle de projet	Fonctions : Coordination, Gestion de projet
La gestion des ressources humaines	Compétences et expérience :	Activités : Santé
La gestion des plans de formation	Au moins 2 ans d'expérience professionnelle en tant que coordinateur pays / chef de mission	Pays : Afrique, Guinée
Lien Hiérarchique	Expérience de 5 ans en gestion de projet de santé au Sud	Contrat CDD, Volontariat / service civique
Le Coordinateur travaille sous la responsabilité du directeur médical de l'OPALS et de la responsable des programmes au siège.	Expérience en encadrement d'équipe pluridisciplinaire	Durée du contrat
Il/elle a un lien de management fonctionnel avec le Responsable Administratif et Financier Régional de l'Opals basé à Kindia sur la gestion financière, matérielle du programme.	Expérience confirmée en management d'équipe	24 mois de préférence
	Expérience des zones enclavées et de la gestion logistique	12 mois renouvelable
	Langues parlées	Salaire / Indemnité
	Excellente maîtrise du français à l'oral comme à l'écrit	Selon expérience. Possibilité de départ en famille. CFE, Mutuelle et logement, perdiem pris en charge.
	Qualité du candidat	Documents à envoyer
	Très bonne capacité d'organisation, de planification	CV, Lettre de Motivation , 3 références
	Forts potentiel de coordination et d'adaptation	Nom de la personne contact
	Aptitude à la prise de décision et au	Martin Jeanne – Responsable des Programmes
		Email de la personne contact programmes@opals.asso.fr
		Date de fin de validité 30/11/2016



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantenaire du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT
Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :
Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :
Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Allassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAÏ DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@fri.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

12 10 2016 AU 19 11 2016 Groupe 4

1200 LOGEMENTS	22625360252	MUSSE	22625366841
AMITIE MIYOUGOU	22625385236	NATIGE	22625362800
BETHANIA	22625313141	OUEDRAGO	22625371652
CIRCULAIRE SEDE	22625384491	PIERRE TAPSOBA	22625484433
DIAWARA	22625306068	PRINCIPALE	22625375415
ESPOIR	22625315412	SAHEL	22625318195
CARE	22625316206	SIG NOGHIN	22625431778
HIPPODROME	22625503412	SIRA	22625431778
HOPITALE	22625306641	SOMAGADE	22625358244
JEAN PAUL	22625418154	SOTISSE	22625364148
KADIAOGO	22625318788	UNITE	22625343942
KOUMA	22625385742	VENEGRE	22625430587
LALLE	22625456725	VIDAL	22625315288
LES GRACES	22660808077	VIEL	22625459825
LOUIS PASTEUR	22625335867	WEND KUNI	22625362015
MAIGNON	22625310120	WEND YAM	22625483047

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porte à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



58^e ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE KAYA 2016



**THEME: « DEMOCRATIE, DEFIS SECURITAIRES
ET PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL »**